

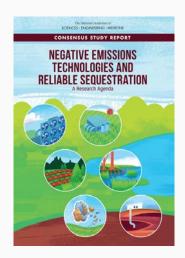
Sols : c'est compliqué

Le sol peut sembler être tout simplement la terre pour la plupart des gens, mais il est tout sauf simple pour les producteurs d'aliments du Canada. Il est essentiel pour mettre de la nourriture sur les tables au Canada et dans le monde entier.

Le commentaire complet se poursuit à la page 2

Nos lectures

Un rapport récent des Académies nationales des sciences, de l'ingénierie et de la médecine, intitulé Negative Emissions Technologies and Reliable Sequestration : A Research Agenda, explore les coûts, les avantages et le potentiel relatifs de diverses technologies à émissions négatives (NET), qui retirent le carbone de l'atmosphère et le séquestrent dans la terre. L'une de ces technologies est bien sûr liée à l'élimination et à la séquestration du carbone terrestre par les



puits de carbone du sol. Les autres comprennent le carbone bleu côtier, la bioénergie avec capture et séquestration du carbone, la capture directe dans l'air, la minéralisation du carbone et la séquestration géologique.

Selon le rapport, la recherche sur ces technologies à émissions négatives (NET) présente des lacunes importantes. Sur la base de ses résultats, le rapport conclut qu'il est nécessaire d'investir dans la recherche pour améliorer les technologies à émissions négatives existantes. Il faudra pour cela réduire leurs coûts et développer les technologies en lançant une initiative de recherche substantielle pour faire progresser les technologies à émissions négatives.

Quoi de neuf à l'ICPA

Regardez vers l'avenir :
Reflexion sur 2021 et ce qui
alimentera les politiques
agroalimentaires en 2022

Vidéo sommaire



Sols agricoles : le lien avec le changement climatique

Enregistrement du webinaire





Commentaire de l'ICPA

Sols : c'est compliqué

Le sol peut sembler être tout simplement la terre pour la plupart des gens, mais il est tout sauf simple pour les producteurs d'aliments du Canada. Il est essentiel pour mettre de la nourriture sur les tables au Canada et dans le monde entier. Le sol sain peut également stimuler la production, lutter contre le changement climatique, favoriser la biodiversité, et plus encore. Cependant, pour que le sol réalise son plein potentiel, les agriculteurs doivent adopter une approche holistique qui utilise les bons outils et les bonnes techniques au bon endroit et au bon moment.

Un récent <u>webinaire</u> de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) a mis en évidence le fait que le sol est un écosystème complexe, dynamique et organique qui présente une énorme variabilité à travers le Canada. On trouve généralement des sols plus secs et plus sablonneux dans l'Ouest et des sols plus humides et à plus forte teneur en matières organiques dans l'Est. Cependant, les sols peuvent varier au sein d'une région locale et peuvent changer de manière significative au sein d'une ferme ou même d'un seul champ.

Cette réalité signifie qu'une pratique agricole qui donne le résultat souhaité dans un champ peut ne pas l'être dans un autre. Par exemple, la mise en place de cultures de couverture, souvent présentées comme un outil important de séquestration du carbone, peut entraîner une augmentation des émissions de carbone dans certaines situations.

Lorsque le sol ne servait qu'à produire des aliments, les agriculteurs pouvaient gérer ces variations au niveau de l'exploitation ou du champ en utilisant différents outils, notamment la rotation des cultures, les taux d'engrais, le drainage ou l'irrigation.

Aujourd'hui, on demande au sol et aux agriculteurs qui le gèrent d'en faire plus. Le gouvernement fédéral souhaite que les sols jouent un rôle important dans la réalisation de ses objectifs climatiques ambitieux en piégeant le carbone et en réduisant les émissions grâce à une utilisation réduite des engrais. Dans le même temps, les marchés demandent aux agriculteurs de cultiver davantage pour nourrir la population mondiale croissante.

Les agriculteurs répondent à ces appels à l'action en investissant dans de nouvelles technologies et en modifiant leurs pratiques, mais ces mesures coûtent de l'argent, demandent des efforts et peuvent avoir un impact sur la productivité. Les agriculteurs recherchent le soutien de ceux qui leur demandent d'en faire plus, à savoir les gouvernements, les transformateurs et les marchés. Ce soutien doit être à la hauteur de la variabilité et de la complexité du sol lui-même. Cela n'est possible que si l'on s'attache à travailler ensemble, à éviter les solutions simplistes et à réaliser des investissements stratégiques dans les domaines d'expertise de chaque acteur.

L'agriculture est une jurisdiction partagée, ce qui peut amener les gouvernements à travailler en silos, créant ainsi des chevauchements et des services redondants. Le financement des investissements à la ferme semble être un terrain fertile pour que les gouvernements se fassent concurrence plutôt que de collaborer.

Les provinces ont généralement été responsables des programmes à la ferme, ciblant le soutien en fonction des réalités uniques de leurs régions. Elles sont notamment responsables des plans agroenvironnementaux à la ferme et des programmes qui financent leur mise en œuvre.

Le commentaire se poursuit à la page 3

Commentaire de l'ICPA

Sols : c'est compliqué

Suite de la page 2

Cependant, le gouvernement fédéral a annoncé un financement de 200 millions de dollars pour les mesures à la ferme dans le budget 2021. Il ne soutient que trois solutions – la gestion de l'azote, les cultures de couverture et la gestion des pâturages – et recherche de nouveaux partenaires de mise en œuvre dans tout le pays. Le programme est motivé en partie par le fait que certaines provinces ne peuvent pas se permettre de nouveaux investissements ou ne partagent pas nécessairement le désir du gouvernement fédéral de prendre des mesures climatiques ambitieuses.

Il faut adopter une approche plus collaborative. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux finalisent actuellement les négociations de leur prochain accord quinquennal de financement de l'agriculture. Les gouvernements devraient profiter de cette occasion pour rendre les gouvernements provinciaux responsables des programmes à la ferme tout en convenant d'un ensemble commun d'objectifs ambitieux.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas un espace essentiel pour le financement fédéral.

Premièrement, le gouvernement fédéral devrait soutenir davantage la recherche, l'innovation et le transfert de connaissances. L'initiative laboratoires vivants est un excellent exemple de ce que le gouvernement fédéral devrait faire. Les investissements augmentent dans le monde entier et le Canada doit faire davantage s'il veut continuer à être un chef de file mondial dans la science du sol et les solutions requises pour exploiter son plein potentiel.

Deuxièmement, le gouvernement fédéral devrait diriger le développement d'un réseau national pour mesurer et surveiller les émissions provenant des sols. La plupart des données disponibles aujourd'hui proviennent d'une combinaison de modèles, d'essais et de télédétection, mais la variabilité des sols et les résultats de différentes pratiques signifient que les modèles peuvent ne pas saisir la quantité réelle de carbone séquestré.

Le Canada doit investir davantage dans la mesure et la surveillance des émissions, notamment dans les sites d'essai, la télédétection et les nouvelles technologies. Une meilleure mesure des émissions permettra de soutenir les agriculteurs en fonction des résultats réels, plutôt que de financer des pratiques qui peuvent, ou non, donner des résultats.

De meilleures données permettraient également d'améliorer la déclaration des émissions du Canada et de faciliter un ensemble diversifié de solutions fondées sur le marché. La facilitation de ces outils, notamment les crédits de carbone, les protocoles d'insertion et les paiements de conservation, permet à d'autres acteurs, comme les investisseurs, les transformateurs et les consommateurs, de payer pour les résultats de durabilité qu'ils souhaitent. Le ministère de l'agriculture des États-Unis vient d'annoncer un investissement d'un milliard de dollars dans une **initiative** similaire.

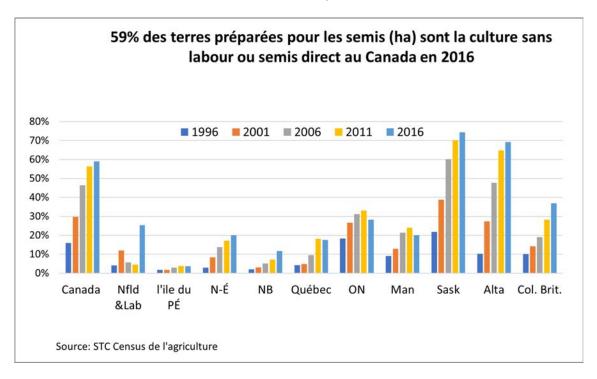
Les gouvernements peuvent préférer les solutions simples et les fruits faciles à cueillir, et les politiciens à tous les niveaux peuvent vouloir financer des actions à la ferme pour être plus proches des électeurs. Pourtant, ces approches risquent de ne pas apporter les solutions globales qui sont nécessaires. Le sol est compliqué, et il est tout aussi compliqué de lui faire faire tout ce dont nous avons besoin.

Tyler McCann, Directeur Général

Un grand graphique

Santé des sols et pratiques de la culture sans labour ou semis direct au Canada

La santé des sols est essentielle pour améliorer les rendements des cultures, séquestrer le carbone et améliorer l'impact environnemental de l'agriculture au Canada, y compris pour l'atténuation des changements climatiques et la durabilité à long terme. L'une des innovations les plus transformationnelles qui ont contribué à l'amélioration de la santé des sols au Canada a été l'adoption du semis direct au cours des 30 dernières années. Le semis direct est un système dans lequel le travail mécanique du sol est évité et où l'ensemencement et la fertilisation se font avec le moins de perturbation possible du sol. [1] Entre 1996 et 2016, la superficie cultivée au Canada en semis direct est passée de 16 % à 59 %.



Le semis direct ne convient pas à toutes les conditions de culture et de sol. Compte tenu de la diversité des types de sols, du climat et des cultures cultivées à travers le pays, l'adoption du semis direct variait d'une province à l'autre. La Saskatchewan et l'Alberta ont enregistré les taux d'adoption les plus élevés, car les types de sols des Prairies, les niveaux d'humidité et les cultures telles que le canola et les légumineuses ont bénéficié du semis direct, la superficie ensemencée en semis direct passant de 20 % et 20 % respectivement à 73 % et 70 % en 2016. 10 % en 1996. D'autre part, dans l'Est du Canada, caractérisé par des sols plus humides, un climat plus chaud et différents types de cultures et de sols, les taux d'adoption étaient beaucoup plus faibles, allant de 4 % à l'Île du-Prince-Édouard à 28 % en Ontario en 2016. En raison du semis direct, le carbone du sol a augmenté dans les Prairies en particulier, aidant le Canada à compenser les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture au cours de cette période.

[1] Boame, A.K., "Zero Tillage: A Greener Way for Canadian Farms", in Statistics Canada: VISTA on the Agri-Food Industry and the Farm Community, Catalogue no. 21-004-XIE, November 2005. Accessed here: <u>Microsoft Word-1105-21-004-XIE.doc (statcan.gc.ca)</u>

L'ICPA dans les nouvelles



Et si l'agriculture était une des solutions à la politique des Affaires mondiales du Canada: entrevue avec Tyler McCann



Missing the market

Farmers like the Thatchers are succeeding, but what happened to the promise that industry would make us a world leader value-adding?

FINANCIAL POST

Canadian farmers face volatility as war in Ukraine creates swings in global market for grains, oilseeds



La référence en nouvelles technologies agricoles au Québec

Le conflit Russie-Ukraine est un enjeu pour le secteur agricole



Better Space Data To Reduce Canada's Agricultural Environmental Impact

Possibilités de partenariat à l'ICPA

Votre engagement est essentiel. Les risques n'ont jamais été aussi grands et les opportunités aussi nombreuses. Le moment est venu pour le système agroalimentaire de jouer un rôle de premier plan en tant que fournisseur de solutions essentielles pour l'économie, l'environnement, et la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, les politiques doivent impérativement être modifiées de manière créative.

Investir dans l'environnement

Les nouvelles technologies et les nouveaux outils changent la façon de faire des agriculteurs d'aujourd'hui. Cependant, l'adoption de nouvelles technologies ou la modification des méthodes de production alimentaire peuvent entraîner des coûts qui peuvent freiner la contribution des agriculteurs à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de la biodiversité. Ces nouvelles technologies et pratiques peuvent avoir un effet positif sur l'environnement - à condition que les agriculteurs les adoptent.



Le projet vise à déterminer les politiques publiques et privées qui peuvent accroître rapidement l'adoption et la mise en œuvre de nouveaux outils ainsi que les pratiques qui maximisent les résultats environnementaux et sociaux.

Ce projet est financé en partie par la Fondation RBC. Nous cherchons activement partenaires privés et des fondations pour faire avancer ce projet et le système agroalimentaire.

Appuyer l'ICPA

Vous pouvez faire la différence! Songez à devenir partenaire de notre travail ou à l'appuyer par l'entremise de la Fondation de l'agroalimentaire du Canada, un organisme de bienfaisance enregistré. Votre engagement est très important, car il est urgent d'intensifier nos efforts, étant donné que l'agriculture et l'agroalimentaire peuvent être des fournisseurs de solutions essentiels pour l'économie, l'environnement, la santé, l'alimentation et la sécurité mondiale. Mais, les changements créatifs aux politiques sont cruciaux. Cliquez ici pour en savoir plus.

L'ICPA reconnaît le soutien global de ses nombreux partenaires, en particulier celui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

